

L'économie sud-africaine en récession au 1^{er} semestre de 2018

Au 2^e trimestre 2018, l'activité économique a de nouveau légèrement reculé (-0,7% en rythme trimestriel annualisé corrigé des variations saisonnières), après une baisse très marquée au 1^{er} trimestre (-2,6 %, repli plus fort qu'en 1^{ère} estimation). Ce recul constitue une surprise, le consensus anticipant seulement une stagnation du PIB, et le Rand a ainsi reculé nettement¹ à la publication de ces chiffres. Selon l'institut national des statistiques (StatsSA), la baisse a pour origine un recul de l'activité dans les secteurs de l'agriculture (-29,2 % en rythme trimestriel annualisé corrigé des variations saisonnières), du transport et du commerce. De surcroît, la consommation des ménages, principal moteur de la croissance, enregistre sa première baisse depuis deux ans. Avec ces deux trimestres de recul consécutif, l'Afrique du Sud a été en récession au 1^{er} semestre 2018 et les perspectives de croissance pour l'ensemble de l'année 2018 ont été fortement révisées à la baisse par les analystes.

Le repli du secteur agricole, premier facteur de la baisse du PIB

C'est un nouveau recul de la production agricole (probablement en contrecoup des très bonnes récoltes de 2017), **d'environ 30 %** (en rythme trimestriel annualisé corrigé des variations saisonnières) au 2^e trimestre, comme au 1^{er} trimestre, **qui contribue majoritairement à la baisse du PIB** (-0,8 point de pourcentage). **Par ailleurs, les secteurs des transports et « commerce, hôtels et restaurant » enregistrent également une baisse de leur activité** (respectivement -4,9 % et -1,9 % en rythme trimestriel), **dans un contexte de quasi-stagnation de l'activité manufacturière. En revanche, le rebond de l'activité dans l'extraction minière** (+4,9 % après -9,9 % au trimestre précédent) a permis de limiter la mauvaise performance de l'activité ce trimestre, et **s'inscrit comme le principal soutien à la progression de l'activité économique, avec le secteur financier** (+0,4 point de pourcentage chacun). En effet, au sein des services, seuls ceux aux entreprises et les services financiers demeurent en croissance nette, tandis que les services publics enregistrent une diminution de 0,5 % en rythme trimestriel, pénalisé par le recul de l'emploi au 2^{ème} trimestre.

Recul de la consommation des ménages et de l'investissement

Pour la 1^{ère} fois depuis le 1^{er} trimestre 2016, la consommation des ménages est en baisse (-1,3% en rythme trimestriel annualisé et corrigé des variations saisonnières), **probablement pénalisée par les hausses de taxes rentrées en vigueur ce trimestre et par le redressement du prix du pétrole**. En effet, des réductions importantes s'observent dans les dépenses de transport (-6,1 % soit -0,9 point de pourcentage) et de nourriture (-2,8 % soit -0,5 point de pourcentage). En parallèle, **l'investissement recule de 0,5%, tiré à la baisse par les replis de l'investissement en équipement des entreprises et l'investissement résidentiel des ménages**, dans un contexte de débats sur une réforme de la constitution pour expliciter les possibilités d'expropriation sans compensation de terres au profit des communautés historiquement défavorisées par l'Apartheid. **Les exportations ont été, quant à elles, très dynamiques** (+14%) **mais la forte contribution du commerce extérieur à la croissance** (près de 3 point de PIB en rythme annualisé) **s'est accompagnée d'un fort déstockage** (contribution négative de 2,9 points) plutôt que d'une hausse de la production, reflet possible d'une prudence des entreprises concernant le dynamisme futur de l'activité économique sud-africaine. Enfin, la consommation publique a légèrement progressé ce trimestre (+0,7 % en rythme trimestriel annualisé cvs) et participe positivement à la croissance (0,1 pp).

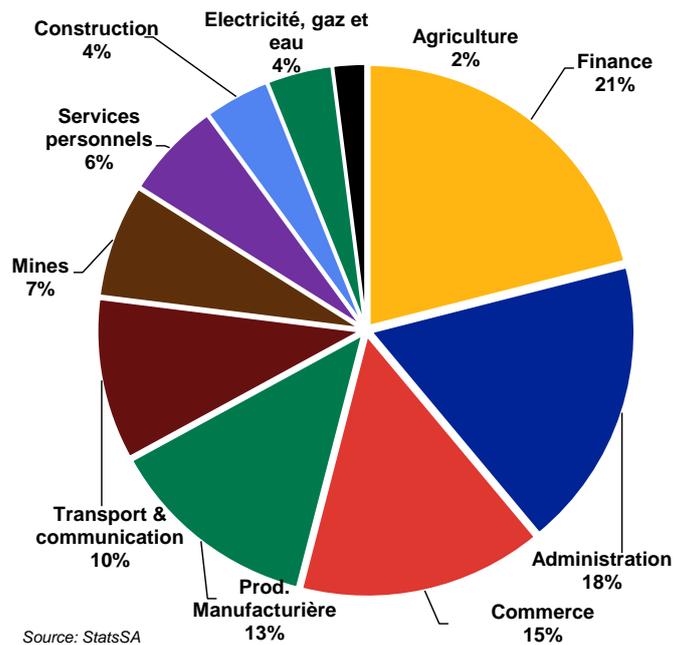
¹ Ayant atteint un plus haut de 11,9 Rand pour 1 USD (ou 14,7 Rand pour 1 euro) en janvier 2018, il s'échangeait au 4 septembre matin au-dessus de 15,3 Rand pour 1 USD (17,7 Rand pour 1 euro).

Des perspectives de croissance fortement révisées à la baisse

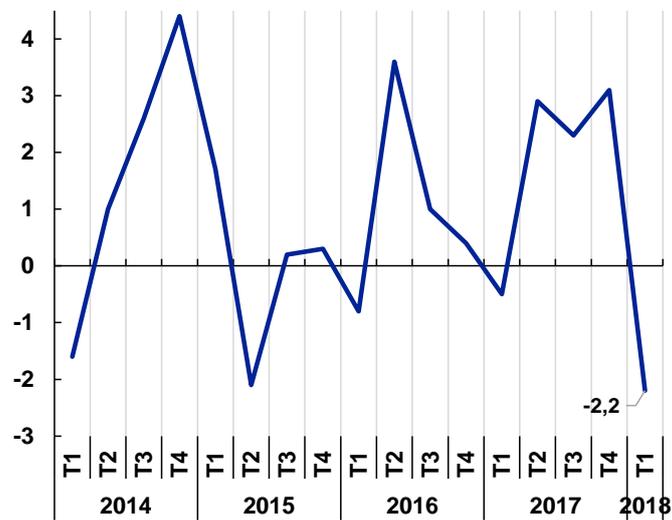
Sur les quatre derniers trimestres, l'économie sud-africaine a stagné (+0,4% en rythme annualisé contre +0,8 % au trimestre précédent). Même si la forte contribution négative des stocks au 2^e trimestre pourrait laisser présager un rebond au 3^e trimestre, **les analystes anticipent désormais une croissance pour l'année 2018 aux environs de 1% voire nettement sous 1%**. En juillet dernier, la Banque centrale avait déjà ramené sa prévision de croissance à 1,2 % en raison du faible niveau de l'investissement, la baisse de la consommation des ménages et à la hausse du taux de chômage à 27,7 % au 2^{ème} trimestre de 2018.

Ce contexte économique difficile complique la tenue des objectifs de déficit public. La moindre croissance réduit les recettes tandis que la situation sociale et la perspective des élections en 2019 laissent peu de marges de manœuvre pour des mesures d'austérité. Le déficit 2018-2019 pourrait être ainsi plus important que la prévision officielle de 3,6 % qui repose sur l'hypothèse d'une croissance économique de 1,5 %. En conséquence, les prochaines décisions des agences de notations sont très attendues, notamment celle de Moody's, seule agence classant encore la dette publique sud-africaine (en rand comme en US dollar) en catégorie investissement.

Structure sectorielle du PIB sud-africain au T1 2018



Evolution du PIB en rythme trimestriel annualisé, corrigé des variations saisonnières (%)



Prévisions de croissance du PIB (%)

Source – date de la prévision	2016	2017	2018	2019
FMI – avril	0,6	1,3	1,5	1,7
Banque mondiale – janvier			1,1	1,7
OCDE – mai			1,9	2,2
Banque centrale – mai			1,7	1,7
Trésor – mai			1,5	1,8
Nedbank – juin			1,5	1,9

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique pour l'Afrique Australe.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Pretoria s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.



Auteur : Service Economique Régional de Pretoria

Adresse : Ambassade de France en Afrique du Sud